

La remontée du chômage freine la consommation et les revenus

En 2009, la forte dégradation du marché du travail a durement impacté la consommation et le revenu des ménages réunionnais. Déjà en ralentissement l'année précédente, la consommation des ménages progresse de 1,9 % en valeur, soit une chute de 3,4 points par rapport à 2008. En monnaie constante, la consommation des ménages est en hausse de seulement 1,0 %, après 2,4 % en 2008. Entre 1998 et 2007, l'évolution moyenne atteignait 4,6 % par an.

Le ralentissement de la consommation se répercute sur les importations de biens de consommation, dont la valeur baisse de 6,8 %. Les plus touchés, l'équipement du foyer et l'édition, chutent respectivement de 14,8 % et 11,8 %, suivi de l'habillement (- 6,9 %). Les importations de produits de pharmacie, d'entretien et parfumerie augmentent de 1,3 %.

Le ralentissement de la consommation résulte du faible accroissement du revenu des ménages réunionnais. En 2009, le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse de 1,8 % en valeur, et correspond à l'évolution la plus faible de ces vingt dernières années. L'inflation

ayant été limitée cette année (+ 0,5 %), le RDBM augmente finalement de 1,3 % en volume.

Le faible niveau de hausse salariale combiné au dynamisme démographique réunionnais engendre un ralentissement du RDBM par habitant estimé à + 0,6 % en valeur, soit une stagnation à prix constants.

Les ménages ont également été confrontés à la difficulté d'accès au crédit, suite à la crise financière. Les achats importants se sont donc réduits, et le marché de l'automobile a été particulièrement touché. Ainsi, la diminution des ventes de véhicules de tourisme, amorcée en 2008, se poursuit en 2009 (- 10 %). Anticipant cette baisse, les importateurs ont réduit leurs commandes en valeur de près de 22 %.

Baisse importante de la masse salariale dans le BTP

Principale composante du revenu, la masse salariale décroît globalement de 0,4 % en valeur. La hausse du smic horaire brut de 1,26 % versée aux bas salaires du

secteur privé est plus faible qu'en 2008 (+ 3,2 %). Le secteur de la construction, le plus touché suite au ralentissement de l'activité (un emploi sur cinq a disparu), a perdu 15,4 % de sa masse salariale. En lien direct, la masse salariale dans le secteur des produits minéraux se replie fortement (- 12,5 %). Dans le secteur secondaire, seule la masse salariale de l'industrie de la viande et du lait progresse, de 1,8 %.

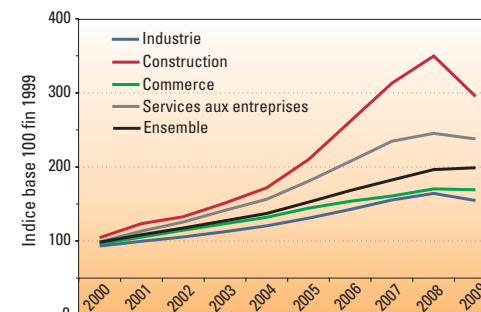
Dans le tertiaire, le commerce et la réparation automobile ainsi que les autres services aux entreprises tirent la masse salariale vers le bas, enregistrant des baisses respectives de 3,5 et 3,3 %. L'hôtellerie et la restauration reculent également de 2,5 %, après une progression de 6,6 % en 2008. A contrario, la masse salariale versée dans les autres services aux particuliers augmente de 5,6 %.

Dans le secteur public, la masse salariale croît de 3,2 % grâce aux revalorisations successives du point d'indice des fonctionnaires (+ 0,5 % en juillet 2009 suivi de + 0,3 % en octobre) et à l'augmentation des dépenses de personnel des collectivités locales.

Hausse record des prestations versées par les Assedic

Les prestations sociales constituent une part importante du revenu des ménages réunionnais. En 2009, le montant en espèces versé aux ménages progresse à un taux record de 9,0 %. Conséquence directe de la très forte dégradation du marché du travail, les montants distribués par les Assedic bondissent de 32,2 %, après 9,1 % en 2008. Ils s'élevaient à 450 millions d'euros, niveau jamais atteint auparavant.

Évolution de la masse salariale des secteurs marchands



Source : Insee - Epure

Les prestations versées par la Caisse d'allocations familiales évoluent peu, de 1,9 %, très en deçà des évolutions constatées aux débuts des années 2000. Enfin, malgré l'arrivée à la retraite de générations plus nombreuses, le montant des retraites versées progresse plus faiblement que l'année précédente (+ 5,1 % après + 6,2 % en 2008). Toutefois, le milliard d'euros versés a été franchi en 2009.

Mis en place au 1^{er} mars 2009, le Revenu supplémentaire temporaire d'activité est alloué aux personnes sous contrat de travail dont le revenu brut est inférieur ou égal à 1,4 Smic. Les prestations versées s'élevaient en 2009 à 36 millions d'euros. Ce complément contribue très légèrement à l'augmentation globale des prestations sociales en espèces. ■

Cédric RÉALE
Direction régionale de l'Insee

Évolution du revenu disponible des ménages (%)

	TOTAL		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2008-2009	1,8	1,3	0,6	0,0
Moyenne annuelle 1999-2009	6,0	4,0	4,5	2,5

Source : Cerom - Comptes rapides

Le revenu disponible brut des ménages additionne les revenus d'activité perçus par les ménages (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leur sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).